

Au milieu des vacances scolaires...

Témoignage sur le vécu des enfants Roms, par Véronique Decker, directrice d'école

C'est toujours au milieu des vacances scolaires que les expulsions de Roms vont bon train. Cela permet de meubler des journaux télévisés trop vides et d'occuper le temps de cerveau disponible. À la rentrée, les chaises vides sont plus facilement oubliées. Alors ces enfants-là n'ont jamais de vacances. Le temps vide, entre l'école qui finit et l'école qui reprend est le temps de la peur.

Il est 6 heures ou 7 heures du matin. Les policiers frappent aux portes des cabanes. Tout le monde doit sortir. Ils prennent les pièces d'identité et donnent à chacun ensuite des OQTF préremplis ([Obligation de Quitter le Territoire Français](#)), et déjà signés par les autorités.

Une fois tout le monde sur le trottoir d'en face, les ouvriers viennent avec les engins et ils écrasent les cabanes. Les affaires sont mises « sous séquestre » et quelques papiers distribués. Huissiers et policiers savent bien que personne ne viendra réclamer les couvertures, les sacs d'écoles, les vêtements et casseroles.

Les enfants, qui avaient (parfois avec bien des difficultés, et beaucoup de retard par rapport à la date de la rentrée des classes) commencé l'école, s'arrêtent.

Il faut retrouver un terrain. Poser une nouvelle caravane. Reconstruire des cabanes. L'urgence est d'avoir chaud.

Parfois, un comité de soutien se constitue, se réunit. On trouve deux nuits d'hôtel avec le 115 ou l'aide d'une collectivité locale. Mais électoralement, le Rom ne paye pas. Et personne ne veut faire ici un sort plus doux qui attirerait d'autres Roms.

Devant la violence de l'État, tout le monde propose de ne rien faire, de ne rien dire, et de ne rien voir.

La vie reprend. Les enfants retournent à l'école. Une autre école. Il faut attendre des mois pour un autre collègue. Avant ils avaient droit à la cantine. Ici, c'est interdit. Là-bas, ils pouvaient être en classe avec les autres. Maintenant, il y a une « classe spéciale ». La loi change en fonction des communes, des académies, des régions. Plus rien à voir avec une République.

La nouvelle école se démène : elle retrouve des sacs d'école et donne à nouveau des cahiers et des crayons. Jusqu'à la prochaine pelleteuse. Pendant ce temps perdu, les enfants n'ont rien appris. Et même les montées d'angoisse des expulsions les font désapprendre.

La commune a accepté de laisser un terrain. Sous la pression d'un comité de soutien actif. Mais le terrain n'a ni toilettes, ni accès à l'eau. Les parents d'élèves de l'école râlent de voir aux côtés de leurs enfants des romanichels mal peignés et parfois malades. Heureusement, chaque fois qu'ils sont malades, l'hôpital les garde, car remettre à la rue un enfant bronchitique ou asthmatique, c'est dangereux. Du coup, ils ratent encore un peu d'école.

Les vacances suivantes arrivent : les policiers reviennent. Ils donnent encore des OQTF, même à ceux qui en avaient déjà eu aux vacances précédentes. Les enfants ont encore peur. Maintenant, ils dorment tout habillés : trop peur de se retrouver en slip sur le trottoir d'en face.

Le prix des pavillons qui bordent le terrain a baissé. Commercialement, le voisinage des Roms ne paye pas. Alors les propriétaires ont porté plainte et le propriétaire du terrain a fait les démarches. Maintenant c'est sûr, ils doivent partir.

Les parents réfléchissent, et pensent sans aucun doute à l'intérêt supérieur de leurs enfants. Malgré des traitements inhumains, cette vie maltraitée, il leur semble que rester ici porte davantage d'espoir que retourner dans leur pays d'origine. On imagine alors ce que devait être leur vie là-bas.

CHAQUE JOUR, NOUS ACCEPTONS QUE SOUS NOS YEUX, DES ENFANTS SOIENT TRAQUES, EXPULSES, ET QUE L'ACCÈS A UNE SCOLARITÉ RÉELLE LEUR SOIT REFUSÉE SOUS LE SEUL PRÉTEXTE QU'ILS SONT ROMS.

C'est parce qu'ils sont Roms que leurs parents n'ont pas le droit de travailler en Europe, alors que tout le reste de l'Europe peut aller où bon lui semble. Nul n'est dupe de la directive qui traite la Bulgarie et la Roumanie à part des autres pays.

Mais aujourd'hui, **parce que ce sont des enfants, je souhaite qu'ici l'intérêt supérieur de leur enfance soit entendu.**



Cet enfant-là s'appelle Stivan. Le tunnel où il habitait a été incendié. Alors ses parents sont partis en Belgique et il a raté la rentrée. Depuis, il est revenu, mais à nouveau, mardi 26 octobre, les policiers sont venus. Sa famille a reçu des OQTF. Il vit aujourd'hui sur un terrain toléré par la ville, mais expulsable néanmoins. Il n'y a aucun accès à l'eau courante, et pas de toilettes. Par contre, il y a des milliers de rats.

Quand j'étais petite, ma maîtresse nous avait demandé de dessiner l'an 2000 et d'imaginer le XXIe siècle. Personne n'a alors pensé à dessiner Oliver Twist.



Le progrès du monde s'est mis à reculer sous nos yeux éblouis et on n'a pas vu le virage.

Cette petite fille-là s'appelle Zlatka. La photo a été prise avant l'incendie du tunnel. Elle aussi vient à l'école et préfère l'école aux vacances. J'aurai pu prendre cette photo dans n'importe quelle favela d'un pays du tiers-monde. Mais c'est juste à côté de l'école où je travaille, à Bobigny, à moins de 10 kilomètres de Paris.

Si je parle d'elle, si je parle de son histoire, c'est parce que sa parole, comme celle de ses parents est confisquée.

Véronique Decker,
directrice d'une école primaire publique à Bobigny,
Bobigny, octobre 2010.